

Questions au Feuilleton

2. On a distribué jusqu'à présent 8,300 exemplaires du rapport.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

LE PROGRAMME D'AIDE À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE

Question n° 163—**M. Broadbent:**

1. Quels sont les noms des sociétés qui ont reçu des subventions en espèces en vertu du Programme d'aide à la recherche industrielle (IRAP) au cours de chacune des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, 1972-1973 jusqu'ici et, dans chaque cas, quels ont été les montants engagés et versés?

2. Quels sont les objectifs du Programme?

3. Le Ministère a-t-il fait une appréciation du Programme et, dans l'affirmative, quelle est la date du dernier rapport sur le sujet?

(Le document est déposé.)

PRÊTS APPROUVÉS PAR LA SCHL EN 1970-1971 À L'ÉGARD DE NOUVEAUX LOGEMENTS

Question n° 209—**M. Gilbert:**

1. Combien de prêts ont été approuvés en 1970 et 1971 par la Société centrale d'hypothèques et de logement dans le cadre du Programme spécial d'innovations en matière de logements (articles 16 et 40 de la Loi nationale sur l'habitation), pour tous genres de logements et modes d'occupation, répartis suivant les catégories de revenus familiaux (par tranche de \$1,000 sans plafond), pour chaque province et territoire et pour chacune des vingt régions métropolitaines (Hull et Ottawa considérées séparément)?

2. Quelle était la moyenne de ces prêts répartis suivant les catégories de revenus familiaux (par tranches de \$1,000 sans plafond) pour chaque province et territoire et pour chacune des vingt régions métropolitaines (Hull et Ottawa considérées séparément)?

(Le document est déposé.)

LOGEMENTS UNIFAMILIAUX FINANCÉS EN VERTU DE LA LOI NATIONALE SUR L'HABITATION

Question n° 210—**M. Gilbert:**

Combien de logements unifamiliaux, jumelés, duplex et rangées de maisons ont été financés en vertu de la Loi nationale sur l'habitation durant chacune des cinq dernières années civiles, répartis suivant les catégories de revenus familiaux (par tranches de \$1,000 sans plafond) et le prix du logement (échelle de \$5,000 sans plafond), pour chaque province et territoire, et pour chacune des vingt régions métropolitaines (Hull et Ottawa considérées séparément) à l'exclusion des travaux de construction effectués dans le cadre du Programme spécial d'innovations?

(Le document est déposé.)

PRÊTS APPROUVÉS EN VERTU DE LA LOI NATIONALE SUR L'HABITATION

Question n° 211—**M. Gilbert:**

Combien de prêts ont été approuvés en vertu de la Loi nationale sur l'habitation pour la construction d'unités de logements en copropriété (nouveaux logements) durant chacune des cinq dernières années civiles, répartis suivant la catégorie des revenus familiaux (par tranches de \$1,000 sans plafond) pour chaque province et territoire, et pour chacune des vingt régions métropolitaines (Hull et Ottawa considérées séparément) à l'exclusion des

[M. Allmand.]

travaux de construction exécutés dans le cadre du Programme spécial d'innovations?

(Le document est déposé.)

TERRAINS VENDUS PAR LA CORPORATION DE DISPOSITION DES BIENS DE LA COURONNE

Question n° 253—**M. Forrestall:**

1. Par province et pour chaque année depuis 1964 jusqu'au 31 décembre 1972, la Corporation de disposition des biens de la Couronne s'est départie de combien d'acres de terrains de la Couronne?

2. Combien d'acres de ces terrains sont allés à des municipalités légalement constituées et, donner leur nom, la superficie des terrains et les dates des dispositions?

3. Est-ce que toutes ces municipalités ont eu la première offre, sans qu'on tienne compte des autres prix offerts et, dans la négative, a) lesquelles ont été ainsi traitées et b) pour quelles raisons?

4. Le gouvernement a-t-il l'habitude de vendre les terrains de la Couronne aux plus offrants, sans tenir compte du tort causé aux intérêts des municipalités intéressées et, dans l'affirmative, pourquoi?

(Le document est déposé.)

SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES ET EFFECTIF DU BUREAU DU PREMIER MINISTRE

Question n° 282—**M. Stevens:**

1. Est-ce l'intention du Premier ministre de maintenir le nombre de ses secrétaires parlementaires à 16 et, dans l'affirmative, pourquoi?

2. A-t-on demandé au président du Conseil du Trésor de réduire le nombre d'employés attachés au bureau du Premier ministre et, dans l'affirmative, qui l'a demandé?

3. a) Quels sont les traitements et les fonctions des membres faisant partie du personnel du Premier ministre, b) quelle est la description des tâches dans le cas de chaque employé?

4. a) Quels sont les traitements et les fonctions du personnel actuel du Conseil privé, b) quelle est la description des tâches dans le cas de chaque employé?

(Le document est déposé.)

LES PROJETS D'INITIATIVES LOCALES POUR L'ANNÉE 1972-1973

Question n° 524—**M. Matte**

1. Combien de projets d'initiatives locales pour les années 1972-1973 ont été acceptés pour les circonscriptions électorales a) de Champlain, b) de Portneuf, c) de Saint-Maurice, d) de Trois-Rivières-Métropolitain, e) de Villeneuve et f) de Berthier?

2. Quels sont, pour ces projets, a) le titre, b) l'endroit de leur exécution, c) les responsables, d) le nombre d'emplois créés par eux et e) les montants investis?

(Le document est déposé.)

LES PROJETS D'INITIATIVES LOCALES

Question n° 691—**M. Gauthier (Roberval):**

1. Quel est le nombre de projets d'Initiatives locales acceptés dans chacune des provinces depuis l'entrée en vigueur du Programme du même nom ainsi que les sommes d'argent y investies?

2. Quel est le nombre de projets d'initiatives municipales, pour la même période?

3. Quel est le nombre des Initiatives locales et municipales pour chacun des comtés de la province de Québec, avec les sommes d'argent y investies?

(Le document est déposé.)